

## Nouvelles locales des lundi 03 et mardi 04 juin 2013

@rib News, 04/06/2013 - Mardi 4 juin 2013 | Politique / Droits de l'Homme - Promulgation ce mardi par le président de la République de la loi sur la presse au Burundi tel qu'il avait été voté par le Parlement. A travers la loi n° 1/11 du 4 juin 2013, le projet de loi sur la presse tant contesté devient une loi. [Rpa/Isanganiro/Rtr/Bonesha/Rtnb]

- Selon Reporters Sans Frontières, le président de la République vient de faire un mauvais choix en promulguant un tel texte. Selon le directeur de la division Afrique au sein de cette association, il est vraiment regrettable de voir un tel texte recevoir l'aval d'un président de la République à l'heure actuelle des choses. Estimant que cette loi est contre la comparaison des élections de 2015 et le principe des droits de l'Homme Pierre Ambroise constate que les différentes correspondances adressées au président de la République n'ont finalement servi à rien et la date du 4 mai 2013 est un jour sombre dans l'histoire des droits de la liberté de la presse puisqu'il fait reculer le Burundi de plus de 20 ans dans ce domaine. [Bonesha/Rpa/Rtr/Isanganiro]- L'Association Burundaise des Radiodiffuseurs constate qu'avec la promulgation de cette loi, l'espoir d'une place au développement. Selon le président de cette association, cela est une volonté de cacher les fautes commises au sein du Gouvernement et du pouvoir central de l'Etat. Vincent Nkeshimana constate qu'il agit d'une intention de détourner les journalistes des autres sujets brûlants afin de les dissuader vis-à-vis des problèmes qui hantent la population en général. Il demande aux journalistes de ne pas baisser les bras et fait savoir que cette loi sera combattue dans la douceur et la patience. Il signale qu'ils vont attaquer l'inconstitutionnalité de cette loi devant la Justice nationale qu'internationale. [Rtr/Bonesha/Isanganiro/Rpa]- L'UBJ constate avec un sentiment d'amertume que le président de la République a méprisé les appels lancés par divers acteurs de la vie tant au niveau national qu'international. La vice-présidente de l'UBJ estime que cela va à l'encontre de la Constitution de la République Marie-Claire Ndikumana affirme que cette loi ne sera pas appliquée par les journalistes. Selon le président de cette même association, il agit d'un coup dur porté contre les journalistes du Burundi. Alexandre Niyungeko trouve que ceux qui avaient essayé de se lever contre ce projet de loi mais qu'il est lamentable de voir que le président de la République vient de la promulguer. Il précise que la conférence de la Fédération Internationale des Journalistes qui se tient à Dublin en Irlande et à laquelle il participe a appris aussi avec consternation cette promulgation et va sûrement réagir.

[Rpa/Isanganiro]- Le directeur de la RPA trouve quant à lui que même si la loi est déjà en vigueur et même si elle a suivi normalement tout le processus de vote, la population dispose d'un pouvoir de le remettre en cause si elle est contre la Constitution. Selon Eric Manirakiza, les détenteurs des informations peuvent être rassurés puisqu'ils ne seront pas dénoncés par les journalistes. Il rappelle à ceux qui gouvernent actuellement que ce ne sont pas eux qui ont instauré la démocratie au Burundi mais que c'est la population qui a vaillamment lutté pour elle et qui devra la sauvegarder. Tout en précisant que les punitions ne peuvent pas être dictées par un texte illégal, il ajoute que personne n'a peur d'être puni s'il a violé un texte illégal. [Rpa]- Le FORSC se dit très choqué par cette promulgation d'une loi liberticide. S'adressant à l'oral de ce forum, nulle part au monde de tels textes ne sont admissibles. Vital Nshimirimana trouve que personne ne peut se taire quand il y a des problèmes qui sont visibles et qui doivent être dénoncés dans l'intérêt général. Il trouve que plus particulièrement, les journalistes ne doivent pas se taire mais, doivent plutôt être vigilants et supporter les cas des traitements de n'importe quelle nature à condition qu'ils travaillent conformément à la loi. [Bonesha/Rtr]- Le courant de rhabilitation du parti Uprona constate quant à lui qu'il n'y a rien d'attonnant dans cette promulgation le porte-parole de ce courant, même si la situation est ainsi, on ne peut pas rester muet. Thacien Sibomana trouve que ce qui est contre la Constitution ne peut pas causer une quelconque effet dans un Etat de droit et personne n'est pour cette loi que ce soit à l'intérieur du pays, que ce soit à l'extérieur. Il affirme aussi que ceux qui la mettent en place ne profitent pas en profiter. [Rpa/Rtr]- L'association Reporters Sans Frontières dénonce la punition infligée au journal Iwacu par le CNC. Selon le directeur de la division Afrique au sein de cette organisation, c'est une décision regrettable et excessive. Pierre Ambroise voit que la solution serait de négocier au lieu de prendre des sanctions en premier lieu si ce n'est pas le cas, des inquiétudes sont légitimes. Il trouve ainsi que la punition infligée n'est pas une solution durable au problème profite de cette occasion pour exhorter le CNC à se raviser et de prendre une décision respectueuse. [Rpa] Justice Comparison des 24 jeunes accusés d'avoir mené une rébellion contre le travail de la CNTB dans la commune urbaine Ngagara alors que les membres de cette commission venaient pour expulser Nyakabeto Justin de sa maison au début de la semaine passée. Quelques jeunes de Ngagara surtout et certains membres de leurs familles étaient venus nombreux pour les soutenir au Parquet de la Mairie de Bujumbura. [Rpa/Bonesha/Rtr] Economie - Le porte-parole de la 2<sup>e</sup>me Vice-présidence de la République fait savoir que les travaux de construction du site du COTEBU pour abriter les anciens commerçants du marché central de Bujumbura sont ralentis par le fait qu'il manque encore une somme de plus d'un milliard de nos francs pour parachever les travaux. Selon Melchior Simbaruhiye, le Gouvernement est en train de collecter l'argent qui manque et aussitôt trouvé, les travaux vont être finis. Il demande donc de la patience. [Bonesha/Rtr] Lundi 3 juin 2013 | Politique - Une réunion du parti Uprona se serait tenue les mercredi et vendredi de la semaine dernière pour analyser la situation qui prévaut après les agissements de la CNTB. Dans la réunion de mercredi, le député Bonaventure Gasutwa aurait reçu un ordre de ne plus dire quoi que ce soit sur le travail de la CNTB au nom du parti Uprona. De plus, dans celle de vendredi que le 2<sup>e</sup>me Vice-président de la République a boycottée, il est remarquable que trois groupes antagonistes dans le parti de Rwagasore au sujet de ce travail de la CNTB. Selon le premier groupe, le travail de la CNTB doit être critiqué et l'Uprona devrait prendre en mains ses responsabilités et démissionner. Ce groupe demande en effet le divorce du mariage Uprona-CNDD-FDD. Le 2<sup>e</sup>me groupe se dit contre le travail de la CNTB sans proposer de solution alors que le 3<sup>e</sup>me groupe estime qu'il n'est pas logique de quitter le Gouvernement pour quelque motif que ce soit. Mais, les trois groupes sont unanimes pour condamner le travail de la CNTB et ont décidé d'adresser une correspondance au président de la République pour dénoncer ces cas. [Rpa] Sécurité - Une personne a été tuée et trois autres blessées sur la route RN5 reliant Bujumbura à Cibitoke ce dimanche soir. C'était vers 19 h du soir quand un véhicule de type FUSO qui venait de Cibitoke est tombé dans une embuscade tendue par des hommes armés au niveau

de la 10<sup>ème</sup> transversale dans la commune de Gihanga en province de Bubanza plus précisément sur la colline Buringa. Selon les personnes à bord de ce véhicule, n<sup>est</sup> l'intervention des forces de sécurité, le bilan est lourd. Selon toujours ces mêmes sources, la personne tuée était parmi les assaillants et les personnes blessées étaient dans le véhicule qui a été endommagé au niveau des pneus. La population de cette localité demande que la sécurité soit renforcée puisque cette attaque est la deuxième au même endroit en moins d'une semaine.

[Rtnb/Rtr/Bonesha/Rpa/Isanganiro]- Au sujet de cette attaque, l'Administrateur de la commune de Gihanga fait savoir que ce sont des groupes de bandits qui ont attaqué puisqu'ils ne s'attaquent pas aux forces de l'ordre mais à la population civile. C'est le même constat du porte-parole de la FDN. En effet, selon le Colonel Gaspard Baratuza, il s'agit de bandits puisqu'ils n'ont pas de territoire propre qu'ils contrôlent. Ils errent ici et là en cherchant des biens qu'ils peuvent voler. En lançant un message de tranquillisation, il demande à la population de collaborer étroitement avec les forces de l'ordre et l'administration pour les traquer.

[Rpa/Bonesha/Isanganiro]- Deux personnes ont été tuées dans la province de Ngozi dans la nuit de dimanche à lundi. Un motard a été tué par un policier sur la colline de Gaheta de la commune Marangara. Alors que la Police venait de s'arrêter, une bagarre a éclaté quand la population a voulu intervenir, le policier a tiré une balle sur le motard qui est mort sur le champ. Une autre personne a été tuée dans la même nuit sur la colline de Rugori de la commune de Busiga de la même province. Selon des sources sur place, elle a été tuée par des personnes armées de fusil, machette et couteaux qui ont attaqué son domicile vers 19 h et qui lui ont volé une somme de 15.000FBu. L'administration annonce qu'une personne a été arrêtée pour des raisons d'enquête. La population de Ngozi demande de la recrudescence de la criminalité dans cette province.

[Bonesha/Rpa]- L'ancien chef de la colline Songa de la commune et province de Gitega vit dans une peur panique suite à des rumeurs qui circulent selon lesquels il va être assassiné avant que l'ancien Commissaire de la Police dans cette province Nurweze Michel dit Rwembe ne comparaisse devant les Juges de la Cour d'appel de Gitega. Selon ses dires, des anciens gardes du corps de Rwembe sont venus sur cette colline pour espionner et trois personnes lui ont annoncé l'existence de ce plan de son élimination physique. Ciza Gaston demande que sa sécurité soit assurée.

[Rpa]- Selon la population de la colline de Kavugo de la commune Murwi de la province de Cibitoke, des jeunes Imbonerakure font des entraînements militaires sur le terrain de football de cette colline. Selon ces informations, les entraînements se font tous les soirs et cela cause de la peur au sein de la population. Selon l'Administrateur communal de Murwi, il s'agit d'un groupe de 5 personnes qui ont demandé de Karaté dans cette place et non des Imbonerakure. Selon toujours cette autorité, ils ne sont que de vieilles personnes qui ne peuvent pas se livrer à des entraînements militaires.

[Rpa]- Deux cyclistes ont été tués par balles sur la colline Mpingwe de la commune Bukirasazi de la province de Gitega ce dimanche soir. Selon des sources administratives, les auteurs et les motifs de ce massacre ne sont pas connus et la Police est à leur poursuite.

[Rtnb/Bonesha/Isanganiro] Société / Droit de l'homme- La Ligue Iteka se dit préoccupée par l'usage de la force qui caractérise la CNTB. Elle a communiqué, elle estime que la CNTB commet des agissements contraires aux droits de l'Homme et aux droits et libertés fondamentales alors qu'elle n'est pas une Cour ou un Tribunal. Le même communiqué continue en disant que la Police qui pr<sup>ate</sup> main forte à une commission pour transgresser les droits et libertés des citoyens.

[Isanganiro]- Les rapatriés et les résidents de la colline Muyange de la commune Nyanza-Lac dans la province de Makamba se lamentent que des pots de vins sont exigés par les membres de la CNTB dans cette province dans le règlement de leurs conflits fonciers. Ils estiment aussi que cette commission est venue semer le désordre dans ce domaine puisque lors de la commission dirigée par feu Abb<sup>re</sup> Kana, la situation était plutôt calme. Ils demandent de les laisser s'entendre de manière amiable afin de ne plus payer ces pots de vin et de ne pas causer des problèmes entre eux. Selon le porte-parole de cette commission au niveau national, ces accusations sont sans fondement. Dieudonné Mbonimpa fait d'ailleurs savoir qu'il n'y a pas de commission S<sup>rapion</sup> ni de commission Kana. Selon lui, la CNTB est unique.

[Isanganiro]- La population de la zone Kabonga de la commune Nyanza-Lac de la province de Makamba se dit malmenée par des Imbonerakure de cette localité l'accusant d'être content de la destitution du chef de zone. Selon elle, les jeunes sont mécontents du limogeage de ce chef de zone de Kabonga par le Conseil communal de Nyanza-Lac qui l'accuse de malversations économiques et de gestion frauduleuse. Alors que ce dernier dit ne pas comprendre les accusations portées contre lui et que ce limogeage ne lui a pas encore été notifié par écrit. Ces jeunes Imbonerakure de Kabonga disent qu'ils ne vont pas accepter la nomination d'un nouveau chef de zone.

[Bonesha] Économie - Le syndicat SYGECO dénonce la lenteur qui caractérise la construction du marché provisoire sur le site du COTEBU. Selon le président de ce syndicat, cette lenteur s'observe depuis quelques jours et le motif est peut-être connu de la 2<sup>ème</sup> vice-présidence de la République qui dirige ces travaux. Audace Bizabishaka demande le dialogue social afin de mettre au courant les commerçants victimes de l'incendie et qui attendent impatiemment le début des activités sur ce site. Selon lui, ceux qui ont essayé de survivre en attendant l'ouverture de ce site sont dans une misère sans aucune mesure.

[Bonesha]